

Internet. Dès le 14 octobre, les ordinateurs sous Windows 10 ne pourront plus recevoir automatiquement de mises à jour de fonctionnalité et de sécurité. Une pétition a été lancée par des associations qui dénoncent l'impact pour les consommateurs et l'environnement.

Pour les appareils concernés – jusqu'à 400 millions d'ordinateurs dans le monde et un quart du parc informatique français (particuliers, hôpitaux, administrations publiques et entreprises) – il n'y a pas beaucoup d'options.

À partir du 14 octobre, les ordinateurs sous Windows 10 (un système d'exploitation qui équipe encore la majorité des ordinateurs en Europe selon le service de statistiques StatsCounter) de Microsoft ne pourront plus recevoir automatiquement de mises à jour de fonctionnalité et de sécurité.

Conséquence : l'ordinateur ne sera plus protégé des virus et des programmes malveillants et le système sera plus lent. Il faudra passer gratuitement à Windows 11 via une mise à jour du système d'exploitation, à condition que l'ordinateur ne soit pas trop ancien. L'installation de cette version de Windows nécessite, en effet, des prérequis : processeur récent, carte graphique compatible et une taille d'écran minimale entre autres. Si l'installation de Windows 11 n'est pas possible, il faudra acheter un nouvel ordinateur récent.

Les utilisateurs concernés pourront aussi décider de payer une licence d'environ 30 euros (valable un an) pour continuer à utiliser une version sécurisée de Windows 10.

Lundi dernier, une vingtaine d'associations (dont Halte à l'obsolescence programmée, Green IT, Zero Waste, France Nature Environnement, UFC-Que choisir ou encore Emmaüs Connect, dont l'une des vocations est de distribuer du matériel informatique vieillissant à des populations précaires) ont donc publié une pétition intitulée « Non à la taxe Windows ! » pour que Microsoft revienne sur sa décision.

« Des ordinateurs parfaitement fonctionnels, parfois âgés de seulement 5 ans, seront rendus inutilisables si l'utilisateur(trice), qui se sent pris(e) en otage, refuse de payer la somme exigée par l'une des firmes les plus rentables du monde ! », dénoncent les signataires.

« DES MISES À JOUR GRATUITES ET SANS CONTREPARTIE... »

À la question de la sécurité numérique et du surcoût potentiel pour les utilisateurs (10 milliards d'euros selon la coalition d'associations), s'ajoute l'impact environnemental.

« L'incitation à la surconsommation détruit la planète et gaspille les ressources. 400 millions d'ordinateurs remplacés, cela représente plus de 70 millions de tonnes de gaz à effet de serre, et l'équivalent du poids de près de 32 000 tours Eiffel de matières premières extraites », soulignent les associations qui demandent à Microsoft de « revenir sur sa décision avant le 14 octobre » en maintenant des « mises à jour non payantes et sans contrepartie de Windows 10 jusqu'en 2030 ».

Les associations réclament, par ailleurs, une loi en France pour que les consommateurs puissent être assurés d'avoir des mises à jour logicielles pendant au moins 15 ans pour tous les ordinateurs. Une semaine après son lancement, la pétition a été signée par plus de 33 000 personnes.